# 8 combats

***Vos représentant.es SNETAP-FSU s'engagent à les conduire avec détermination en région Centre-Val de Loire :***

**1.** Déployer dans chacun de nos LEGTPA/LPA, CFA et CFPPA de façon planifiée, coordonnée et volontariste **les moyens d'accueil** nécessaires (ouvertures de classes, de sections et/ou de places) pour contribuer davantage au renouvellement des générations en agriculture et à la formation aux nouveaux métiers verts de la transition agro-écologique.

**2.** Permettre le déploiement sous 5 ans, quelque soit le type de production, d'un **espace test sur chacune des exploitations** agricoles de nos EPLEFPA, avec des équipes renforcées et une soutenabilité budgétaire éprouvée, afin de contribuer à une augmentation des installations réussies pour les jeunes hors cadre familial.

**3.** Généraliser la consommation sur nos restaurants scolaires de **produits locaux et de qualité** (bio / label) issus de nos exploitations agricoles et/ou de partenariats avec des paysan.nes commercialisant en circuit court. Mettre en place de véritables temps d'**éducation au goût** dans le cadre de nos plans Enseigner à Produire Autrement intégrés aux projets d'établissement, en lien avec les Projets Alimentaires Territoriaux en cours de déploiement. Participer activement à différents groupes de réflexion citoyenne (en région comme au niveau national), en vue de créer une **Sécurité Sociale de l'Alimentation** (SSA).

**4.** Obtenir des moyens en DGH confortés, afin de garantir à nouveau des dédoublements, avec des seuils adaptés. Ces dédoublements conditionnent pour partie la réussite de nos élèves et étudiant.es. Asseoir notre offre d'enseignements facultatifs (maths complémentaires comme expertes) et optionnels (dans nos 3 filières)

**5.** Faire respecter les **circulaires AESH et AED** (nature des contrats, des missions, temps de travail)... et poursuivre la mobilisation afin de passer d'une reconnaissance des missions au statut, dans l'intérêt premier des jeunes qui bénéficient de cet accompagnement essentiel !

**6.** Exiger le **renforcement des équipes de Vie scolaire** (dotations CPE-TFR-AED confortées et remplacements assurés), car de celui-ci dépend l'évolution du climat scolaire de nos lycées, part essentielle de notre réussite collective.

**7.** Aboutir le projet de **convention informatique** avec le Conseil Régional et donc à un retour au respect dû aux TFR IBA et professeur.es TIM, agent.es de métier, car il en va tant des outils de travail du quotidien dans nos EPL (matériels, logiciels, ENT...) que du service rendu à toutes et tous.

**8.** Maintenir, voire conforter les postes administratifs, dits "supports", engage la capacité à voir appuyer et accompagner, comme il se doit, l'ensemble des missions de service public qui sont celles de nos établissements, et à voir s'éloigner les risques de burn-out qui pèsent sur nombre de nos collègues, à l'image de ceux du SRFD Centre... ce qui est inacceptable !

## *Vos futur.es réprésentant.es en Centre-Val de Loire*

**EPL 41**
Richard **LE-MOIGN** PLPA
Marie-Lise **FOURNIER** ACB CFA
Lise **LAKATOS** PLPA
Jocelyne **BLOT** PLPA
Élodie **BOUTARD** PCEA

**EPL Tours-Fondettes**
Frédéric **CHASSAGNETTE** PCEA
Josianne **FAURIE** PLPA
Florence **ANDRÈS** PLPA
Romain **BERNARD** AED
Valérie **DUBERNARD** ACB CFA-CFPPA
Marie-Laure **BOUTTIER** PLPA

**EPL Amboise-Chambray**
Martine **KERDRAON** PLPA
Baptiste **BORDE** PLPA

**EPL Chartres**
Oscar **MATEOS** TFR

**EPL 45**
Jacky **COUDRAY** PCEA
Cécilia **AGIER** TFR
Frédéric **MELIN** PLPA

**EPL Bourges**
Franc **PUGNET** TFR

**EPL Châteauroux**
Sophie **DRIEUX** PCEA
Sarah **BEDU** TFR

SNETAP FSU Centre-Val de Loire

https://regions-snetap-fsu.fr/cvdl/

# VU Corrigé !

Bulletin du SNETAP-FSU de la région Centre
7 novembre 2022 - n°34

## EDITO

Une fin d'année qui s'annonce mouvementée avec les élections professionnelles et la montée en puissance des mobilisations contre la contre-réforme Macron de la voie professionnelle.

Les élections professionnelles seront particulières à plus d'un titre à la fois sur le fond et sur la forme. Sur le fond, nous avons choisi une intersyndicale, l'unité plutôt que la dispersion sous une seule et même bannière « L'élan commun ». Les synergies ainsi crées avec 4 organisations de lutte et de transformation sociale (SNETAP-FSU /CGT agri /SNUITAM-FSU/ SUD Rural Territoire) nous permettront d'avoir des leviers plus forts encore lors des interpellations et négociations dans les instances aux différentes échelles décisionnaires.

La forme du vote numérique est, quant à elle, une nouveauté qui nécessite la plus grande vigilance dans les différentes étapes du processus électoral : vérification des listes d'électeur.trices (pas d'oubli), suivi des opérations de vote sur les différents établissements… Ces élections nous permettrons de conforter notre représentativité et d'assurer nos moyens d'agir sur la durée du mandat. Vous pourrez juger de nos actions en région dans les pages suivantes, en lisant nos "vu et obtenu", bilans (non-exhaustifs) de la précédente mandature et les perspectives de celle à venir ("à garantir" ou "à obtenir").

## MASTER CLASS «DÉZINGAGE DU SERVICE PUBLIC»

La réforme de la voie professionnelle annoncée et portée directement par le président Macron vient interférer avec la déjà chaotique réforme du bac pro entamée dans l'EA l'année dernière. Des jours sombres pour les élèves comme pour les équipes enseignantes : en intégrant des temps de stage sur 50% du cursus, les élèves auront de fait un temps réduit dans les lycées au détriment des temps d'enseignement, mais lesquels ??? On parle d'ores et déjà de reconversion pour les collègues de techniques, de complément de service des enseignant.es de matières générales en CFA,… L'heure doit être à la mobilisation, cette réforme ne doit pas passer. Toutes et tous mobilisé.es le 17 novembre prochain !

DÉFENSE TRANSFORMATION L'ÉLAN

# Défense des agent.es et des services publics

## Le SNETAP-FSU garant des statuts

**VU :**

• pour les AED et AESH : en dépit des circulaires, les **durées de contrats** de référence peuvent ne pas être proposés, voire des missions leurs sont confiées autres que celles prévues dans la circulaire,

• pour les enseignant.es : des **fiches de service** non conformes aux grilles horaire de référence. Par ex. des heures de TP-TD inclues dans le temps de cours, générant des majorations de temps de service et éventuellement une classe en plus,

• pour les agent.es de CFA et CFPPA : tentation de certaines directions de négocier et d'imposer des **protocoles locaux**, non conformes et moins-disants.

**OBTENU :**

• pour les AED et AESH, nous nous assurons que les circulaires soient bien respectées, que les contrats de 3 ans soient systématiquement proposés aux agent.es (ex. intervention récente en ce sens à Montargis). De plus, nous assurons un **suivi annuel** dans le cadre de la Commission Consultative Paritaire régionale (renouvellement ou non des contrats, évolution des quotités...).

• pour les enseignant.es, nous nous assurons que les fiches de service soient corrigées (comme à Amboise, par ex, l'an passé, où la pluri n'était pas comptée comme il se devait).

• pour les agent.es de CFA et CFPPA, nous nous assurons que le protocole nationale de 1998 et ses éléments de référence sont bien appliqués. Ainsi, à Fondettes, à la rentrée, 2 contrats ont pu être ré-écrits suite à nos interventions.

**À GARANTIR :**

• pour les AED et AESH, que la réglementation soit strictement appliquée ! ex. est-ce que les AED ayant près de 6 ans de contrat sont bien informés qu'ils peuvent **prétendre à un CDI** ?

**À OBTENIR :**

• pour les enseignant.es, une **vigilance** sur les fiches de service est nécessaire à chaque rentrée ! A quand l'heure d'Aide Personnalisée payée en totalité, comme une heure de cours ?

**À OBTENIR :**

• pour les agent.es de CFA et CFPPA, ce qui est en jeu, ce sont des conditions de travail et de rémunération plus favorables. Pour ce faire, 3 collègues de la région Centre participent à la commission nationale du protocole, sachant qu'en région les travaux reprennent en décembre.

## Maintien de l'offre de formation publique

**VU :**

• Dans l'enseignement agricole public, l'offre de formation est asséchée par les **manques de moyens** et les contraintes exigées par l'administration. Cela s'est traduit par l'épuisement et une forme d'autocensure des équipes enseignantes dans les projets d'ouverture au fil des années. Dès lors, le privé s'engage par ex. dans la brèche des ouvertures de 4ème /3ème, ce qui renforce leurs effectifs contrairement aux nôtres. Là où le public renonce, le privé passe !!!

• La démonstration a encore été faite lors du dernier CTREA le 19-10, le projet de BTS APV validé en CA à Chartres classé par la DRAAF en priorité à l'ouverture l'an passé, n'est **même pas présenté** lors de l'instance. Or, à Chartres les effectifs baissent, la DGH avec, in fine le moral des équipes est au plus bas !

**OBTENU :**

• Victoire, avec l'**ouverture du CAP Fleuriste** au LPH de Blois !!!! Après 8 ans de combat mené par la section locale et les représentant.es régionaux du SNETAP-FSU. Le dossier pourtant solide a nécessité de nombreuses relances pour convaincre dans les instances et mettre en avant le bien fondé d'un tel projet tant au niveau professionnel que social obtenant le soutien des élu.es comme du Rectorat et enfin de la DGER. Que dire également de l'ouverture d'une classe à 8 et non à 16 pour une 2nd CVPJ sur le LPH, économie de moyens ? Alors que les besoins étaient là !

• Priorité **au soutien de Chartres** : suite à nos demandes réitérées (en CHSCTREA / CTREA / CAEN), une mission d'appui vient d'être actée par la DGER (par l'inspection d'une part et par EDUTER d'autre part) et la nouvelle DRAAF s''est engagé à revenir vers son homologue du rectorat pour retravailler les complémentarité possibles EN /Agri au bénéfice des équipes et des usager.es !

**À OBTENIR :**

• En bac général, nous allons poursuivre le combat pour obtenir dans chaque LEGTA plusieurs **binômes de spécialités** (comme dans le 36, le 37 et le 45) et le retour de l'option Écologie Agronomie et Territoire (qui ne subsiste qu'à Vendôme). L'enjeu : redonner de l'attractivité à notre filière générale à l'heure des transitions écologiques !

• Dans un contexte de financement toujours limité, nous exigeons d'avoir, conformément aux procédures de consultation, une **présentation en instance** (CSA-REA et CREA) de l'ensemble des projets d'ouverture/fermeture en région.

• Dans le cadre du Projet Régional de l'EA (PREA) et de sa déclinaison EAP (PSEAP), nous allons nous battre afin qu'une véritable **planification pluriannuelle** des ouvertures de places nécessaires dans nos lycées, CFA et CFPPA soit établie afin de pouvoir contribuer davantage au renouvellement des générations d'agriculteur.trices partant.es massivement en retraite...

## TFR IBA - TIM

**VU :**

relégation et **déqualification** progressives des TFR IBA, voire des professeur.es TIM au profit de l'opérateur du conseil régional (le GIP RECIA), se traduisant par de la souffrance au travail et des départs...

**OBTENU :**

après 4 années d'alertes réitérées du CHSCTREA, d'interventions appuyées auprès du DRAAF en CTREA et directement auprès du Conseil Régional, un **projet de convention** informatique est en cours d'élaboration

**À OBTENIR :**

Un repositionnement effectif des TFR IBA et professeur.es TIM en matière d'intervention en lien avec le GIP RECIA, avec **reconnaissance de leurs compétences** et de leurs responsabilités propres ! Pour ce faire, le SNETAP-FSU Centre, avec l'appui de nos représentant.es nationaux, a adressé sa propre contribution au Conseil Régional, établie en lien avec nos syndiqué.es TFR IBA et profs TIM. Après un GT CTREA avec SRFD et DRTIC fin septembre, une rencontre bilatérale est prévu fin novembre avec le Conseil Régional pour que cette négociation aboutisse enfin dans l'intérêt des agent.es et de nos EPLEFPA.

# Transformation sociale et environnementale

## De la marche de Tours, aux marches de la Défense

**VU :**

de la nécessité d'**accélérer les transitions** sociales et écologiques et de faire converger les forces citoyennes à même de bousculer les lobbies.

**OBTENU :**

de la marche citoyenne et militante organisée en Touraine avec la Confédération Paysanne en novembre 2019 "**Pour une autre agriculture, un autre budget pour l'EAP**" au forum citoyen organisé en juin 2022 dans le cadre de l'action "l'EAP reprend un HECTAR à la Défense" avec une intersyndicale large de l'EAP, la Conf, la FCPE et des associations environnementales, le SNETAP-FSU a su prendre ses responsabilités et les militant.es de notre région toute leur place !

**À OBTENIR OU GARANTIR :**

que le MASA prenne toute sa part dans une réelle **planification écologique** dans le cadre de la loi d'avenir et que cela se traduise dans un Plan Enseigner à Produire Autrement 3 avec des objectifs ambitieux et dans le nouveau Projet Stratégique Régional pour l'EAP (2022-2026) qui doit être écrit pour la fin de cette année scolaire.

## Départ à la retraite des agriculteur.trices

**VU :**

dans les 5 à 8 ans, 1 agriculteur.trice sur 2 sera parti.e en retraite, l'agrandissement des fermes et la "fin des paysan.nes" se poursuivent faute d'une politique publique volontariste.

**OBTENU :**

fort d'interpellations militantes renouvelées, y compris en préfecture de région en octobre 2021, le ministre de l'agriculture a enfin pris acte et fixe comme objectif d'**installer 20000 exploitant.es** par an contre 13000 actuellement. Le SNETAP-FSU Centre a aussi obtenu du Président du Conseil Régional, à l'issue d'une audience en janvier 2022, la conduite d'une **étude territoriale** sur les besoins d'installation par filière de production au regard des départs en retraite. Elle a été rendue à l'été 2022.

**À OBTENIR OU GARANTIR :**

pour autant, le projet de budget 2023 ne prévoit toujours aucune création d'emplois pour permettre l'accueil et donc la formation de davantage d'élèves, résultat à cette heure en région, aucun projet d'ouverture de classe ou de section sans fermeture. Le SNETAP-FSU Centre a dénoncé cette posture dogmatique de la nouvelle DRAAF et cette absence d'ambition manifeste **pour les lycées agricoles publics** de cette grande région agricole qui est la nôtre... Nous ne l'accepterons pas !